

Collectif unitaire vitriote contre la réforme Woerth des retraites

Retraite, manifestons contre la promulgation de la loi

« La retraite on s'est battu pour la gagner on se battra pour la garder » ; « les vieux dans la misère, les jeunes dans la galère, on n'en veut pas, de cette société là! » ; « De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat! » ; « On ne veut pas perdre notre vie à la gagner! » ; « un pas en avant, 100 ans en arrière, c'est la politique du gouvernement »...

A L'IMAGE DES SLOGANS ENTENDUS EN MANIF, NE LÂCHONS RIEN, NE NOUS RÉSIGNONS PAS !

Après des semaines de mobilisation contre le projet, de contre-réforme des retraites, l'action se poursuit. Nous étions deux millions de manifestants le 28 octobre, en pleine période de vacances et ce malgré les manipulations et la répression du gouvernement. Si dans certains secteurs, la reprise du travail a été votée, on y élabore de nouvelles formes d'actions pour poursuivre la lutte et d'autres secteurs prennent le relais. La Réunion se mobilise à son tour. Dans toute la France, chaque jour des actions nombreuses sous des formes diverses ont lieu. L'intersyndical appelle à de nouvelles manifestations. En Europe, des mobilisations sociales ont lieu contre les plans d'austérité: ces luttes nous encouragent et sont convergentes avec les nôtres.

A QUI PROFITE LE CRIME ? DÉJÀ, GRÂCE À NOTRE ACTION, LES MASQUES TOMBENT !

Mme Lagarde, Ministre de l'Economie, avoue « qu'un recul sur la réforme, au cœur de la contestation sociale des dernières semaines, aurait placé la France, sur les marchés financiers, dans une zone d'incertitude ». Ainsi, après avoir endetté les peuples suite à la crise financière de 2008, c'est pour satisfaire ces mêmes marchés les spéculateurs financiers qu'on nous impose cette contre-réforme des retraites !!!

Guillaume Sarkozy, PDG de Malakoff-Mederic sera dès janvier 2011 président du conseil de surveillance de Sevia, fonds de pension à l'américaine, typique d'un système de retraites par capitalisation. Cette société compte engranger 7 milliards de chiffre d'affaire en 2019. Elle a été capitalisée grâce aux deniers publics de la Caisse des Dépôts et Consignations... Qui parlait d'un Etat exemplaire ? Le gouvernement annonce une nouvelle réforme dès 2013, qui

permettrait de réduire sans bruit les pensions chaque fois que la finance l'exigerait. Une réforme progressiste passe au contraire par un rééquilibrage entre la rémunération du capital et celle du travail, qui a perdu près de 200 milliards d'euros actuels par an en 20 ans. Les retraites doivent et peuvent être financées par les cotisations sociales sur les salaires directs et indirects (intéressement, participation, retraites chapeau, stocks options, etc...). Faire cotiser les profits permet de restaurer la retraite à 60 ans à taux plein tout en réduisant les inégalités entre retraité-e-s.

SELON LE GOUVERNEMENT, IL N'Y AURAIT PLUS DE RAISON DE MANIFESTER...

Il ne suffit pas que le Président décrète la fin d'une mobilisation pour que celle-ci cesse !!! Certes les députés et sénateurs UMP et centristes, godillots du Président, ont voté la loi mais nous savons d'expérience qu'une loi votée peut être promulguée puis retirée, comme cela s'est passé pour le CPE. Un recours a été déposé au Conseil Constitutionnel et toutes les raisons qui ont fait naître cette mobilisation restent entières. La poursuite de notre mobilisation aura des conséquences positives pour nous dans notre exigence de vraies réponses négociées pour les retraites et pour l'emploi pour toutes et tous. Nous sommes des millions dans la mobilisation à avoir pleinement conscience qu'il faut dès maintenant s'attaquer aux inégalités sociales de carrière, d'emploi et de salaires et à la précarité qui fragilisent de plus en plus d'entre nous, majoritairement les femmes, les jeunes et les ouvriers. L'injustice de cette réforme reste entière, financée à 85% par les salariés, et à 15% par les entreprises, elle est une attaque contre le système par répartition! Elle est faite pour développer les assurances privées. D'autres solutions et financements sont possibles pour sauvegarder la retraite à 60 ans, à taux plein.

Le peuple n'a donné aucun mandat à Nicolas Sarkozy pour reculer l'âge de départ à la retraite. Lors de la campagne présidentielle, celui-ci s'était engagé à ne pas légiférer sur la question. La majorité de la population y est opposée. Cette loi est donc illégitime.

Dans l'unité, les organisations syndicales appellent à manifester

samedi 6 novembre

A Paris 14h30 Métro République